



Serbie

SLOBODAN MILOSEVIC

Président de la Yougoslavie puis de la Serbie de 1989 à 2000, Slobodan Milosevic aurait détourné plus d'un milliard \$, selon *Transparency International*. À la demande du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), le 23 juin 1999, les valeurs mobilières et immobilières ainsi que les comptes de l'ancien dictateur sont saisis, en Suisse et ailleurs. En 2002, le TPIY publie un rapport édifiant sur les réseaux financiers de l'ancien président pour contourner les sanctions internationales et financer une partie de l'économie de guerre. Mladan Dinkic, ancien gouverneur de la Banque centrale yougoslave, estime à 4 milliards de dollars l'ensemble de l'argent détourné des caisses de l'État par Slobodan Milosevic et les siens jusqu'au renversement du régime en octobre 2000²³³. Le rapport du TPI a remonté les filières pour plus de 500 millions de dollars qui ont circulé à travers de nombreuses sociétés écrans sur des comptes basés dans plus d'une cinquantaine de pays (Grèce, Allemagne, Autriche, Chypre, Suisse, Luxembourg, Liechtenstein, Singapour, Monaco, Guernesey, Jersey et Man...). Une autre affaire a également éclaté en 1998, lorsque des avions de SwissAir ont atterri à Belgrade avec des caisses remplies d'or. Selon une enquête de la LCI, une partie de l'argent aurait notamment transité par la France via le bureau parisien de la Banque franco-yougoslave.²³⁴ La mort de Milosevic, en mars 2006, a mis fin à l'ensemble des poursuites contre le dictateur.

233 Marc Semo, 8 juin 2002, « Le trésor de guerre de Slobodan Milosevic », *Libération*.

234 Léonard Vincent, 2 avril 2001, « Les bonnes affaires de la maison Milosevic », *document LCI*.



Zimbabwe

ROBERT MUGABE

Contexte

Robert Mugabe sera en 1980 le premier dirigeant du Zimbabwe indépendant. D'abord Premier ministre, il avouera dès 1982 que son régime a recours à la torture. En 1987, le poste de Premier ministre disparaît et Mugabe devient président de

la République. Il instaure un régime de parti unique. Quand il arrive au pouvoir, 70% des terres arables appartiennent à 4 000 fermiers blancs. Quelques milliers d'hectares sont d'abord redistribués pacifiquement à des partisans du régime, jusqu'à ce qu'en 1999, Mugabe commence à faire exproprier par la force. Les milices de pseudo anciens combattants dirigées par Chenjerai Hunzvi iront jusqu'à assassiner une dizaine de fermiers blancs. En février 2000, le projet de nouvelle constitution de Mugabe est rejeté par la population. Il prévoyait notamment une réforme agraire avec des expropriations sans compensation et une amnistie permanente pour les militaires et les membres du gouvernement. Le 6 avril 2000, Mugabe passe outre ce referendum pour imposer sa réforme agraire. Tandis qu'il se maintient au pouvoir par des fraudes électorales massives, la plupart des fermiers blancs ont fui le pays, suivis par trois millions de noirs. Le Zimbabwe connaît aujourd'hui une crise sans précédent. L'hyperinflation se chiffre en milliards de pour cent. L'appareil de production est en ruines et 94% des adultes sont au chômage. La majorité de la population survit grâce à l'aide alimentaire étrangère et le choléra a fait plusieurs milliers de victimes depuis l'été 2008.

235 « Mugabe posséderait une villa de luxe à Hong Kong », 15 février 2009, *Nouvelobs.com*.

Pendant ce temps, à en croire le journal britannique *Sunday Times*, Robert Mugabe et sa femme Grace auraient acquis, une luxueuse villa à Hong Kong et détourné des millions de dollars vers des banques asiatiques²³⁵. C'est en juin 2008 que la villa, dotée de vastes jardins, d'un club house et d'une piscine et protégée par de hauts murs d'enceinte sur une colline verdoyante du district de Tai Po, dans le Nord de Hong Kong, aurait été achetée pour 4 millions de livres sterling au nom d'une société écran, Cross Global. Selon le journal britannique, la transaction aurait été effectuée par un intermédiaire détenteur d'un passeport sud-africain, Hsieh Ping-Sung, surnommé « Jack » par Grace Mugabe.

Procédures

Bien que l'origine du patrimoine de Robert et Grace Mugabe soit sujette à caution, il est à noter que les procédures et sanctions dont ils font l'objet sont de nature politique et n'ont pas pour fondement l'origine illicite des fonds.

Robert Mugabe a vu ses avoirs détenus en Suisse gelés par une ordonnance du 19 mars 2002. En novembre 2002, c'est l'Union européenne qui a gelé ses avoirs à la suite d'une décision du Parlement européen concernant Mugabe et 80 de ses plus proches collaborateurs. Elles s'accompagnent d'un embargo sur les armes et d'une interdiction du territoire européen. Elles ont été prolongées depuis et même étendues, en juin 2007, à 131 personnes au total. Il y a eu toutefois des failles dans cette procédure de sanctions. Mugabe a ainsi pu assister au sommet France-Afrique en janvier 2003 à Paris, invité par le président Chirac et au sommet Afrique-Europe, à Lisbonne, en décembre 2007, malgré l'opposition du gouvernement britannique.

Suspendu du Commonwealth depuis les élections présidentielles truquées de 2002, Mugabe a aussi vu ses avoirs gelés au Canada et en Australie.

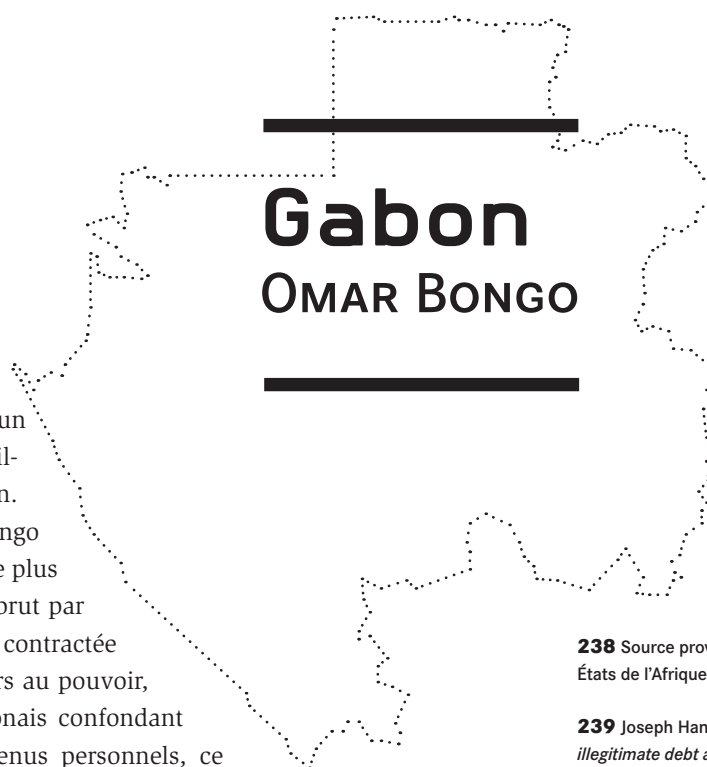
En mai 2003, c'est au tour des États-Unis de geler les avoirs de Mugabe et de 76 autres dignitaires du régime. Cette décision, adoptée par décret présidentiel, « gèle toutes les propriétés et les actifs financiers des individus visés », et interdit

aux citoyens américains « *de mener toute transaction ou opération avec les personnes concernées* ». Robert Mugabe et les 76 autres personnes visées par les États-Unis sont accusés d'avoir « *formulé, appliqué ou soutenu des politiques qui ont sapé les institutions démocratiques* » du pays. En novembre 2005, les États-Unis étendent les mesures de gel à 128 personnes et 38 sociétés. Selon le porte-parole de la Maison blanche, « *il y a encore une possibilité pour le gouvernement du Zimbabwe d'éviter un durcissement supplémentaire des sanctions : entreprendre de sérieux efforts pour rétablir des règles démocratiques et un État de droit* ». ²³⁶ La mesure américaine a été prolongée pour un an le 27 février 2006. Selon un rapport de l'*International Crisis Group*, ces mesures largement symboliques sont contre-productives puisqu'elles permettent au président Mugabe de se positionner en tant que victime des ambitions néocoloniales. ²³⁷ Le 20 décembre 2007, le président sénégalais Abdoulaye Wade a appelé, dans une tribune publiée dans *Le Figaro*, à la levée des sanctions européennes, qu'il juge « *injustes* », contre le Zimbabwe.

236 *La Liberté*, 24 novembre 2005.

237 International Crisis Group, 18 septembre 2007, « Zimbabwe: a regional solution ? ».

Reste qu'il est rare que les avoirs d'un chef d'État en exercice soient gelés à la suite d'une décision politique. Cela pourrait-il créer un précédent ?



Au cœur du Golfe de Guinée, un petit État pétrolier de 1,3 million d'habitants : le Gabon. À sa tête, de 1967 à 2009 : Omar Bongo Ondimba. Alors que le Gabon exporte plus de 13 millions de tonnes de pétrole brut par an ²³⁸, Joseph Hanlon estime la dette contractée par le régime d'Omar Bongo, toujours au pouvoir, à 4 milliards \$. ²³⁹ Le dictateur gabonais confondant allégrement budget de l'État et revenus personnels, ce chiffre donne une idée de l'enrichissement colossal du clan Bongo, après 41 ans de mainmise sur le pouvoir gabonais. Déjà en 1993, Philippe Madelin, dans son livre *L'Or des dictatures*, dressait une liste impressionnante du patrimoine immobilier du clan Bongo : 2 villas aux États-Unis, une propriété à Nice, un appartement avenue Foch et des participations dans plus de 50 sociétés gabonaises ou étrangères. Il se déplaçait à l'époque avec un DC 8 rénové grâce à un prêt de 16 millions de francs du Fonds français d'aide et de coopération. ²⁴⁰ Peu de gens se sont risqués à estimer la fortune du doyen des chefs d'États africains, car entre les biens immobiliers, les comptes en banque à l'étranger et les nombreuses voitures de luxe, il est difficile de faire la part des choses. Au vu des éléments qui suivent, elle représente vraisemblablement plusieurs centaines de

238 Source provenant de la Banque des États de l'Afrique Centrale (2005).

239 Joseph Hanlon, juin 2002, *Defining illegitimate debt and linking its cancellation to economic justice*, Open University for Norwegian Church Aid.

240 Philippe Madelin, 1993, *L'or des dictatures*, p. 303.